

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/GBT/M/6

10 février 1997

(97-0495)

Groupe des télécommunications de base

RAPPORT DE LA REUNION DU 31 JANVIER 1997

1. Le Groupe des télécommunications de base a tenu sa sixième réunion le 31 janvier 1997. L'ordre du jour de la réunion était reproduit dans le document WTO/AIR/508 du 21 janvier 1997.
2. Au titre du premier point de l'ordre du jour, à savoir la présentation de nouveaux projets d'offres ou de projets d'offres révisés, l'Afrique du Sud, la Bulgarie, El Salvador, l'Indonésie et la Roumanie ont présenté de nouveaux projets d'offres. L'Australie, le Mexique, la Pologne, la République tchèque et Singapour ont présenté les versions révisées des offres faites en avril dernier. Plusieurs autres délégations, notamment celles du Bangladesh, de la Corée, du Ghana, d'Israël, de l'Inde, de la Jamaïque, du Japon, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, du Pérou et de la Thaïlande, ont fait savoir qu'elles envisageaient de présenter des projets d'offres nouveaux ou révisés au cours de la semaine suivante et avant la fin des négociations. L'Afrique du Sud, le Canada et la République slovaque ont aussi annoncé leur intention de communiquer de nouvelles versions révisées des projets d'offres présentés au cours des dernières semaines. Quelques délégations ont indiqué que les améliorations qu'elles avaient apportées ou prévoyaient d'apporter à leurs offres étaient notamment les suivantes: inclusion d'un plus grand nombre de sous-secteurs des télécommunications de base, relèvement ou suppression des limitations imposées sur la participation étrangère au capital, adoption d'un plus grand nombre de principes réglementaires (et, dans certains cas, du document de référence dans sa totalité), adoption d'une approche "neutre du point de vue technologique" pour l'établissement des listes compte tenu de la note du Président sur la question, et suppression, dans la colonne relative à l'accès aux marchés, des références à la disponibilité des fréquences ou du spectre.
3. Lors de l'échange de vues sur l'état d'avancement des négociations bilatérales, plusieurs délégations ont déclaré qu'elles avaient été très encouragées par les progrès réalisés dans les réunions bilatérales au cours de la semaine écoulée et qu'elles comptaient bien arriver avant la date limite du 15 février à un succès des négociations fondé sur le traitement NPF et un champ d'application étendu. Il a été relevé que les réunions bilatérales avaient permis utilement de résoudre quelques problèmes techniques en suspens et devraient contribuer à régler les autres questions. Une délégation a noté que le niveau et la qualité des offres présentées étaient meilleurs et que ces offres devraient être maintenues et, autant que possible, encore améliorées. Elle a aussi fait valoir que le succès dépendrait de la possibilité d'assurer un équilibre des droits et obligations à l'issue des négociations. Une délégation a dit que les négociations devraient avoir pour objectif ultime d'établir pour le secteur des télécommunications de base des règles multilatérales fondées sur le principe NPF et assorties de dispositions concernant le règlement des différends. Quelques participants ont encouragé toutes les délégations qui avaient annoncé leur intention de présenter des projets d'offres nouveaux ou révisés à le faire le plus tôt possible, pour permettre l'examen, lors des réunions bilatérales, des conditions concrètes de ces offres nouvelles ou révisées. Une délégation s'est félicitée des efforts faits par de nombreuses délégations pour présenter leurs projets d'offres nouveaux ou révisés, et, en particulier, des efforts déployés par les pays qui étaient devenus très récemment Membres de l'OMC.

./.

4. Au titre du troisième point de l'ordre du jour, à savoir l'examen des questions en suspens, le Président a fait distribuer un projet de note du Président intitulé "Limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre". La note avait pour objet de préciser que la gestion du spectre n'était pas, en soi, une limitation de l'accès aux marchés au sens de l'article XVI de l'AGCS, et qu'il n'était donc pas nécessaire de l'indiquer dans la colonne correspondante des offres. D'après la note, les Membres avaient le droit de gérer l'utilisation du spectre, à condition de le faire conformément à l'article VI et à d'autres dispositions pertinentes de l'AGCS. Plusieurs délégations ont dit qu'après la distribution de la note, elles étaient disposées à supprimer les références à la disponibilité des fréquences ou du spectre, et ont invité les autres délégations à faire de même. Une délégation a déclaré qu'elle accueillait avec intérêt la note et était disposée à supprimer la référence à la disponibilité des fréquences ou du spectre, mais qu'elle souhaiterait peut-être obtenir d'autres assurances par le biais d'une interprétation contraignante sous une forme ou une autre. Quelques délégations se sont félicitées de l'initiative du Président et ont dit qu'elles voudraient réfléchir davantage aux incidences possibles de ce document. Le Président a dit qu'il ferait publier la note sous sa propre responsabilité et a demandé aux délégations d'examiner l'approche indiquée dans ce document et d'envisager de supprimer de leurs listes les références à la disponibilité des fréquences ou du spectre.

5. Le représentant de l'Union européenne a déclaré qu'à son avis, les négociations portaient sur les télécommunications de base, y compris la transmission de signaux de toutes sortes, quel que soit le type de technologie employé, mais non sur le contenu du signal transmis. Si ce contenu constituait un service à part entière, il devrait faire l'objet d'autres négociations et d'engagements spécifiques se rapportant aux services concernés. Par souci de transparence, le représentant de l'Union européenne a fait distribuer un texte informel exposant cette position. Le représentant des Etats-Unis a dit que les négociations sur les télécommunications de base n'avaient pas pour objet d'assurer l'accès aux marchés pour les services de diffusion. Il a aussi noté, toutefois, que la manière dont les Membres pourraient faire la distinction entre les télécommunications de base et les services de diffusion était loin d'être claire.

6. Au sujet des travaux futurs, le Président a rappelé aux participants que les réunions suivantes étaient fixées aux 10 et 15 février 1997 et il a demandé aux délégations d'inviter des fonctionnaires de haut niveau à participer à la réunion du 10 février. Il a demandé aux délégations qui préparaient de nouvelles offres de les présenter dans le courant de la semaine suivante ou du moins avant le 10 février, même si les offres reçues après cette date et avant la date limite du 15 février seraient toujours acceptées. Il a aussi proposé de prévoir peut-être pour le 14 février une autre réunion officielle du Groupe des télécommunications de base.

7. Au titre du cinquième point de l'ordre du jour, à savoir les autres questions, un représentant de l'Union internationale des télécommunications (UIT) a présenté une déclaration du Secrétaire général de l'UIT, dans laquelle il était dit qu'un succès des négociations sur les télécommunications de base contribuerait à promouvoir le développement des réseaux et services de télécommunication dans le monde et ne pouvait que favoriser les intérêts des membres de l'UIT. Le représentant a aussi dit qu'il se félicitait du maintien et du renforcement de la coopération entre l'UIT et l'OMC.